



Mandat DO au SNA/PF : Irrespect

Après presque 3 mois de travaux sur le mandat DO, un premier point de situation a été fait mardi 15 juin avec la Directrice du SEAC/PF, en présence du chef SNA. Les représentants du SNCTA ont à nouveau fait part de leurs fortes inquiétudes face aux propositions insensées de l'encadrement du SNA qui remettent en cause des pans entiers de missions liées à la sécurité. Les spécificités de l'organisme sont systématiquement et volontairement sous-estimées quand elles ne sont pas dénigrées.

Les méthodes de management au SNA font depuis plusieurs mois des ravages auprès de ses agents. Le mal-être des contrôleurs et plus largement de tous les agents du SNA ne cesse d'aller grandissant dans un contexte aggravé par les échanges autour du mandat DO. Les tensions sont telles qu'un collectif de contrôleurs et de chefs de Tour s'est entretenu avec la directrice du SEAC/PF pour l'informer du malaise ambiant, dénoncer le management du chef SNA, lui faire part du niveau de désaccord lié au mandat DO mais également pour l'informer des insuffisances notoires de l'encadrement du SNA quant à la gestion actuelle du quotidien. Le SNCTA ne peut qu'apporter son soutien plein et entier à cette démarche.

Face à toutes ces alertes et afin que le centre puisse retrouver de la sérénité pour se recentrer sur les enjeux des prochaines semaines (mission Heifara de projection de puissance en zone Asie-Pacifique, mission SOFIA de la NASA, visite présidentielle), la Directrice a annoncé la suspension des travaux et a demandé au chef SNA de nous adresser sa base de travail en attendant la reprise des travaux fixée... au mois de septembre !

Si le SNCTA peut comprendre l'opportunisme « politique » lié à cette suspension, il ne peut l'accepter. Le malaise et la tension sont tels que retarder l'aboutissement des discussions en cours ne fera qu'approfondir la crise.

Toutefois, dans son intervention, la Directrice a répété à maintes reprises que ce mandat pourrait aboutir à un statu quo si les spécificités du centre étaient justifiées et prises en compte.

Il est ainsi demandé aux organisations syndicales de démontrer ces particularités, ce que nous ne cessons de faire depuis le début des discussions autour du mandat. L'encadrement du SNA n'entend cependant aucun des arguments présentés par les représentants des personnels pourtant experts dans les domaines abordés contrairement à ceux qui mènent les discussions qui ne cessent de démontrer leur méconnaissance du travail des contrôleurs ; ce qui accroît le mal-être et la rupture entre l'encadrement du SNA et ses agents. Le dialogue social est dès lors complètement dévoyé et bafoué.

Alors que le climat est extrêmement tendu, le chef SNA continue de jouer sur les mots (maux ?) :

- ☹ il dit n'avoir pour l'instant rien proposé de concret sinon présenté des « axes de réflexion » ;
- ☹ il annonce que la fonction CDT restera disponible H24 tout en maintenant sa volonté de réduire à H12 l'ouverture de la position sur laquelle cette mission est exercée ;
- ☹ il indique que la mission Qualité de Service/Sécurité pourrait continuer à être assurée sans subdivision spécifiquement dédiée mais ne présente ni plan de charge des subdivisions de la division CA, ni projet de ré-organisation... alors qu'en parallèle d'autres postes ne sont pas renouvelés en interne (Manex).

Dans ce contexte socialement dégradé et opérationnellement impacté, la section locale refuse de perdre davantage de temps avec les « axes de réflexion » du chef SNA. Ces provocations, sur fond de justifications budgétaires et comptables faites au détriment du bon sens et de la sécurité, doivent cesser.

Le SNCTA déclare l'état d'urgence sociale au SNA/PF et alerte sur les enjeux de service public et de sécurité majeurs à venir.

Le SNCTA exige que des propositions tenant compte des particularités du centre en terme de missions et de responsabilités soient présentées aux organisations syndicales avant le vendredi 25 juin.

